



démocratie
& spiritualité

21 rue des Malmaisons, 75013 PARIS
Tél : 01 45 85 29 87

Courriel : info@democratie-spiritualite.org
Site : www.democratie-spiritualite.org

Lettre N°86 du 22 mars 2010

L'agenda

L'éditorial

- Les créatifs culturels, nouveaux porteurs d'espérance ?

Nouvelles de l'association

- Assemblée générale
- Université d'été 2010

Résonances spirituelles

- Méditation-respiration, *Marie-José Jauze*
- Acheter des graines, non des fruits, *Anthony de Mello*

Débats démocratiques

- Extrait de la chronique de Bernard Ginisty du 20 mars 2010 après la forte abstention aux élections régionales
- Sur quel registre positionner le Pacte civique ? *Christian Saint-Sernin*
- Donner aux personnes en situation d'exclusion les moyens concrets de s'exprimer et de participer à la construction et à l'évaluation des politiques qui les concernent (fiche 6 du Pacte civique)
- Assez du catastrophisme des médias ! *Jean-Claude Devèze*

Démocratie & spiritualité

- La sobriété et la fraternité comme choix de civilisation, *Jean-Baptiste de Foucauld*

Informations diverses

Pour la recevoir La Lettre par courriel, inscrivez-vous au Yahoogroupe [Demospi](#) (Cet envoi est gratuit, mais une participation aux frais permet de faire vivre l'association. A titre indicatif, 30 € par an).

L'agenda

Au siège de D&S, 21 rue des Malmaisons (75013)

- Mardi 23 mars à 18h30 : réunion du groupe **Démocratie, valeur spirituelle**
- Lundi 17 mai à 20h : débat sur la fiche "impôts" du Pacte civique, organisé par les groupes La Vie Nouvelle d'Ile de France, avec Jean-Baptiste de Foucauld : **Des impôts, pour quoi faire ? Que sommes-nous prêts à changer ?**
- Mercredi 26 mai à 20h : débat sur les **retraites** (à confirmer)

Au Forum 104, 104 rue de Vaugirard (75006)

- Jeudi 1er avril à 19 h : **La dimension religieuse de l'expérience humaine chez Dewey**, par Louis Quéré, sociologue, Directeur de recherche au CNRS : une présentation originale de la conception de l' "expérience spirituelle" de ce philosophe pragmatiste, inspirateur d'Obama, l'un des plus grands penseurs américains.
- Mardi 20 avril de 18h30 à 19h30 : **méditation**

A la chapelle Saint Bernard de Montparnasse, sous l'horloge gauche de la gare.

- Lundi 22 mars à 20h : **Quelles valeurs pour travailler et vivre ensemble ?** avec Philippe d'Iribarne, directeur de recherche au CNRS
- Lundi 3 mai à 20h : **Pacte civique et valeurs communes**, avec Jean-Baptiste de Foucauld (pour plus de détails : <http://chapellestbernard.free.fr/>).

L'éditorial

Les créatifs culturels, nouveaux porteurs d'espérance ?

Les débats que nous avons dans le cadre de la préparation d'un Pacte civique en France nous conduisent à nous interroger sur ce qui peut inspirer notre société pour lui donner foi en l'avenir et aider chacun d'entre nous à être porteur d'espérance. Pourquoi seulement 20% des jeunes français se disent-ils confiants dans l'avenir ? Pourquoi la société civile ne réagit-elle pas plus face aux crises et aux fractures actuelles ? Pourquoi la gravité des défis à relever ne conduit-elle pas, comme après la guerre 39/45, à une forte mobilisation de notre pays dans toutes ses composantes ?

Certes le contexte est différent de celui de l'après seconde guerre mondiale et la nécessité de construire ou reconstruire ne s'impose pas avec la même évidence. Les citoyens ont du mal à réagir compte tenu de la dégradation de nombreuses situations individuelles et collectives, de la perte de liens sociaux, de la difficulté à faire coopérer les diverses organisations et associations, de la perte de confiance en des programmes politiques...

Heureusement, en lien avec les prises de conscience des limites de l'accumulation des désirs de tous ordres face aux moyens disponibles et aux ressources de la nature, avec la montée des indignations face aux inégalités et aux démesures où nous conduit la spéculation financière, une partie de nos concitoyens s'interroge sur ses modes de vie comme sur le devenir de la

planète ; ces porteurs d'une nouvelle culture, appelés par certains « créatifs culturels¹ », non seulement remettent en question une partie de leurs comportements, mais aussi, pour la plupart, s'intéressent à la spiritualité et aux interactions entre transformation personnelle et collective, attachent beaucoup d'importance à la qualité des relations humaines et à la nature. Les résistances face aux dérives du libéralisme économique et aux démesures sont source de multiples initiatives qui nous aident à nous sentir responsables de la façon dont nous transmettons un espoir d'une vie meilleure. Plus largement, comme le dit Edgar Morin, une « politique de résistance à la nouvelle barbarie porte en elle le principe d'une nouvelle espérance » ; ceci peut déboucher sur une mobilisation convergente des créatifs culturels et sur des prises de responsabilités collectives s'inscrivant dans une politique de civilisation porteuse de renouveau (voir par exemple les « Etats généraux du renouveau » organisés par *Libération* et *Le Nouvel Observateur* à Grenoble les 11-12-13 juin auxquels nous participerons).

Nouvelles de l'association

Assemblée générale

Nous reviendrons dans la lettre d'avril sur les débats de l'Assemblée générale du 13 mars. La composition du nouveau CA est la suivante, compte des élus renouvelés (noms soulignés) : *Patrick Boulte, Patrick Brun, Jean-Claude Devèze, Jean-Baptiste de Foucauld, Annie Gourdel, Bernard Guibert, Odile Guillaud, Gilles Guillaud, Henry Jack Henrion, Marcel Loarec, Eric Lombard, Régis Moreira (remplacé par Philippe Lamour en cas de besoin), Olivier Phegnon, Christian Saint-Sernin, Jean-Claude Sommaire, Bernard Templier, Slimane Tounsi*, auquel s'ajoutent quatre nouveaux élus : *Monique Valette, Bernard Ginisty, Pierre Léautey (à confirmer), Geneviève Ancel (à confirmer)*.

Pour alimenter notre réflexion et nos débats, D&S propose en 2010 un grand texte sacré sur la spiritualité de l'action et l'apologie par Patrick Viveret d'une « sobriété qui accepte des limitations dans l'ordre de l'avoir pour mieux se développer dans l'ordre de l'être » :

- ***La Bhagavad Gîtâ***, par exemple la traduction d'Anne-Marie Esnoul et Olivier Lacombe, Points Sagesse, 185 pages (5,95 €)
- ***Vers une sobriété heureuse, du bon usage de la fin des temps modernes***, Patrick Viveret, 66 pages, disponible en [téléchargement](#) sur le site de l'ESA (Ecole supérieure d'agriculture d'Angers) + quelques exemplaires imprimés au siège de D&S.

Université d'été 2010

L'université d'été se déroulera du vendredi 27 août à 9h au dimanche 29 août après-midi ; elle se tiendra comme l'an dernier à Meylan (Grenoble). Le thème retenu est « Interactions et résonances entre démocratie et spiritualité ». Un bulletin d'inscription sera joint à la Lettre d'avril.

¹ Paul H. Ray, Sherry Ruth Anderson, *L'émergence des créatifs culturels, enquête sur les acteurs d'un changement de société*, Ed. Yves Michel

Résonances spirituelles

Méditation – Respiration

Marie-José Jauze (texte lu à la méditation au forum 104 le 16 février)

Prendre conscience de notre respiration
Écouter notre respiration
Ce grand mouvement qui nous anime
Le respire divin
Inspir, expir
La plus spirituelle de nos actions
La plus charnelle, corporelle aussi
A la jointure des deux
Sans dichotomie,
Un seul acte d'animation en deux temps
L'un appelant l'autre,
Sans cesse recommencés
Expir, Inspir
Je rejette l'air dans l'atmosphère
Tout en lâchant prise
Abandonnant mon vouloir
Renonçant à mon ego, à mon importance
Mes susceptibilités, ma vanité
Expir, expirer, mourir à soi-même
A nos désirs, à notre avidité
Bienheureux abandon à tout ce qui advient ...
Inspir, la vie me pénètre, l'esprit m'envahit
Me nourrit, me renouvelle de fond en comble
Inspir, inspiration, ruh !
Quel est le genre de cet acte fondamental ?
Masculin et féminin à la fois
Jointure du corps et de l'esprit
Au cœur de l'être ...
Si l'on suspend le souffle en fin d'inspir
Un temps pour se laisser irradier par la Vie
Illuminer par l'Esprit
Se forme spontanément sur nos lèvres,
Le sourire à la Vie, à la joie souveraine
Le sourire de louange et de remerciement
Rayonnant

Acheter des graines, non des fruits

Anthony de Mello (Dieu est là, dehors, p 161)

Une femme rêva qu'elle pénétrait dans une boutique toute neuve de la place du marché et que, à sa grande surprise, elle trouvait Dieu derrière le comptoir.

- Qu'est-ce que vous vendez ici ? demanda-t-elle.

- Tout ce que votre cœur désire, dit Dieu.

Osant à peine en croire ses oreilles, la femme décida de demander les meilleurs choses qu'un être humain puisse désirer :

- Je désire la paix de l'esprit et l'amour et le bonheur et la sagesse et la libération de toute crainte, dit-elle.

Puis à la réflexion, elle ajouta :

- Pas juste pour moi. Pour tout le monde sur la terre.

Dieu sourit : Je pense qu'il y a erreur, ma chère, dit-il : ici nous ne vendons pas de fruits, seulement des semences...

Débats démocratiques

Extrait de la chronique de Bernard Ginisty du 20 mars 2010 après la forte abstention aux élections régionales

La démocratie ne vit que du travail permanent de chacun pour inventer le vivre ensemble. Jorge Semprun définit ainsi le travail démocratique : « *La démocratie est la meilleure méthode, la plus sûre et la plus humaine pour transformer la société, pour tous ceux qui aspirent vraiment à cette transformation, et non pas à la substitution d'une minorité par une autre. (...) Nous ne savons que trop que la démocratie, par son essence pluraliste et tolérante, parce qu'elle admet, et même postule, que le conflit civique d'opinions et de projets politiques se situe à la racine même de sa dynamique ; pour toutes ces raisons, nous ne savons que trop que la démocratie est extrêmement fragile²* ». Dans notre société qui connaît une forte croissance du chômage, il serait mortel que, face à cette fragilité, nous devenions des chômeurs de la démocratie.

Sur quel registre positionner le Pacte civique ?

Christian Saint-Sernin

Quelle différence entre notre démarche de Pacte civique et celle d'un parti politique ?

Il me semble que le registre que nous entendons proposer diffère des registres sur lesquels les partis opèrent en ceci que nous n'avons pas à formuler de programme politique, ni de projets de réforme, avec des priorités et des moyens financiers ; nous ne nous situons pas à un niveau programmatique, mais à celui de l'« expérience démocratique », actuellement bien malade, délaissée par les jeunes et par les précaires, décriée par les médias et par notre culture ; nous visons à réactiver et à élargir la vie démocratique en constituant un « réseau de pensée et d'échange politique » pluraliste et transversal, ancré dans la situation française des prochaines présidentielles, ouvert sur l'Europe et sur la mondialisation.

C'est donc la conception de la démocratie que l'on cherche à mettre en débat, une démocratie comprise (au-delà des institutions et des procédures qui la rendent effective et visible) comme un « mode de vie et d'échange » qui transforme notre société libérale, inégalitaire et individualiste en renforçant les liens de solidarité (par une meilleure reconnaissance de la vie associative et des initiatives créatives), en réactivant et en diversifiant la vie économique (par un soutien aux économies solidaires, alternatives ou coopératives) et en la régulant (par la protection sociale, par la protection de la nature et par des impôts équitables et contrôlés).

² Jorge SEMPRUN : *Une tombe au creux des nuages. Essais sur l'Europe d'hier et d'aujourd'hui*. Éditions Climats, 2010, pages 312-313

Pour une approche pragmatique, éthique et symbolique.

Comment qualifier le registre sur lequel nous entendons nous placer ? Le mieux serait d'invoquer une « approche civilisationnelle » au sens où Edgar Morin parlait d'une « politique de civilisation », englobant les divers niveaux de notre existence individuelle et collective, mais Nicolas Sarkozy a dévalorisé ce terme il y a deux ans en le réduisant à un feu de paille (ou de paillettes) !

Alors ne pourrait-on pas qualifier notre approche de pragmatique, éthique et symbolique ?

Le Pacte Civique se présente d'abord comme **pragmatique** : il part d'une analyse de la crise, ou plutôt des diverses crises qui bousculent notre société, et il y décèle un grand nombre de remises en questions et de potentialités latentes susceptibles de réactiver la créativité démocratique, tant dans la société civile que chez les personnes.

Le Pacte Civique se veut aussi **éthique** en appelant non seulement à des réformes structurelles, mais aussi à des engagements personnels volontaires qui impliquent les signataires. Mais cette démarche « éthique » se démarque clairement de toute approche moralisatrice, théorique, abstraite ou « bien pensante », qui se montrerait hautaine dans l'incantation des principes, donneuse de leçon à l'égard des partis ou des hommes ou femmes politiques qui se salissent les doigts et s'engagent dans la mêlée.

Le Pacte civique se situe enfin dans une perspective **symbolique** : il ne vise ni à l'opérationnalité directe, ni à l'exhaustivité ; il ne prétend ni traiter tous les problèmes de la société, ni récapituler les réponses à tous nos dysfonctionnements ; il veut seulement faire émerger quelques gestes symboliques, quelques propositions phares qui changeront la donne générale, qui renouvelleront les problématiques et qui inciteront les partis, les responsables et tous les citoyens à rechercher des solutions nouvelles.

L'exemple de la sobriété : une approche basée sur la créativité et la solidarité

Le thème de la sobriété semble admis par tous les partenaires du Pacte comme pouvant faire l'objet d'un engagement à proposer aux signataires, mais c'est une sobriété qualifiée d'« heureuse », de « créative et solidaire », ni triste ni rébarbative, ni avaricieuse, ni mesquine ; tous ces qualificatifs ancrent bien l'objectif dans une approche pragmatique, éthique et symbolique.

Attention à ne pas en faire une « politique économique ». Nous n'avons pas, à mon avis, à préconiser une « politique de sobriété » qui deviendrait vite une « politique de rigueur » qui se traduise directement dans le domaine des salaires, des retraites, du temps de travail, du niveau de protection sociale. Dans le contexte actuel, il ne s'agit pas de « rouler pour » ceux qui demanderaient aux classes moyennes (ou juste en dessous) de limiter leur consommation ou de « travailler plus » pour permettre à l'économie libérale de repartir de plus belle, avec des profits retrouvés, voire renforcés, pour les banques, les *golden boys*, les fonds de pension...

Il s'agit par contre d'être pragmatiques, lucides, courageux, créatifs et solidaires pour se rendre compte que la situation est grave tant pour l'avenir de la planète qu'au regard de l'accroissement des inégalités et des précarités, surtout pour les jeunes ou plus précisément pour certains jeunes. Il s'agit de proposer des gestes volontaires, solidaires, coûteux et joyeux ! Et ces gestes visent à démontrer que des rentes de situation peuvent être remises en question dans le cadre d'une redistribution plus large des cartes. Stop à la surconsommation qui rend les gens obèses ou addicts !

Demander aux riches de se montrer plus sobres par une cure d'amaigrissement de leur consommation, dans le cadre d'une solidarité bien ciblée ou d'une protection de la nature, c'est un objectif éthique qui peut être symbolisé par des gestes précis (réduire les dépenses

superfétatoires, les cadeaux de Noël, ou aux enfants, sans être pingres ni tristes...). Et cela peut nous amener à changer d'attitude à l'égard de l'impôt sur le revenu (plus équitable que la TVA qui pèse davantage sur les plus pauvres...) en acceptant d'éventuelles hausses en contrepartie d'une plus grande transparence. D'ailleurs notre société montre parfois des signes de bonne santé : si la crise a diminué la consommation d'essence et les voyages, elle semble n'avoir pas diminué les dépenses « culturelles ».

Et ces gestes de sobriété volontaire ne dédouanent nullement les partis politiques de la nécessité de bâtir une politique économique dynamique, responsable et solidaire ; ils y incitent au contraire, sans se prononcer sur le contenu précis et sur les nécessaires arbitrages.

Présenter les objectifs du Pacte en termes d'expérience plutôt que de valeur

Pour éviter de donner au Pacte Civique un ton moralisateur, il me semble souhaitable de retenir les « objectifs » susceptibles de « donner un sens aux situations vécues » en repartant constamment des expériences des personnes, du trouble ressenti suite à un dysfonctionnement de la société ou à un déni de reconnaissance, des potentialités se dégageant dans diverses situations, de cet élan vital qui resurgit là où l'on ne s'y attend plus.

Plutôt que d'en appeler aux « valeurs », valorisons les opportunités des situations et les potentialités des personnes, appelons les éventuels signataires à s'appuyer sur leur propre expérience pour réagir à plusieurs niveaux, là où ils sentent qu'ils peuvent avoir une prise.

Pour choisir les objectifs à proposer, demandons-nous chaque fois s'ils peuvent correspondre à leur expérience personnelle.

Donner aux personnes en situation d'exclusion les moyens concrets de s'exprimer et de participer à la construction et à l'évaluation des politiques qui les concernent

Fiche de l'atelier 6 du Pacte civique (en construction, vos remarques sont les bienvenues)

Pourquoi ?

La loi de 1998 sur les exclusions préconise la contribution des personnes en situation d'exclusion à la recherche des solutions qui les concernent. L'article premier de la loi de 2008 instaurant le RSA prévoit aussi la participation des « intéressés ». Par ailleurs toutes ces personnes ont légitimement droit à participer à tous les débats publics.

En fait, les progrès sont minimes ; la participation de ces personnes à la codétermination et à l'évaluation des politiques qui les concernent n'est, à quelques exceptions près, pas reconnue comme un élément constitutif central de notre démocratie. Privées souvent des moyens de se faire entendre et comprendre et soumises aux représentations de leurs interlocuteurs, elles ne peuvent faire reconnaître ce qu'elles vivent ni peser sur les décisions. On parle, on pense, et on construit à leur place, sans écouter leur demande ni leur expérience de vie.

Objectif porteurs de sens

En parallèle avec des politiques de redistribution plus justes, notre démocratie se doit d'initier une « politique de reconnaissance » à l'égard de toutes les populations qui se vivent comme dominées : les personnes en situation d'exclusion, de précarité ou de fragilité doivent être reconnues comme partenaires et même comme repères de la vie démocratique puisqu'elles sont les témoins de ses limites actuelles ; elles doivent pouvoir acquérir une capacité d'expression collective et disposer des moyens nécessaires pour s'organiser et pour participer à la transformation de la société.

Engagements individuels proposés

1. Chacun se donnera les moyens de connaître et de comprendre ce que vivent les personnes en situation d'exclusion en s'informant ou en se rapprochant d'elles.
2. Chacun s'engage à la vigilance à l'égard de ceux, dans son entourage, qui ne sont pas pris en considération et à tout mettre en œuvre pour favoriser leur expression et reconnaître et faire reconnaître, quelque soit leur forme, le sens de leurs propos.

Engagements collectifs proposés aux élus, aux partis, aux associations, aux syndicats...

1. Créer les conditions d'une parole publique pour que s'expriment ceux qui sont réduits au silence ; développer les démarches permettant de construire une réciprocité avec les personnes en situation d'exclusion ;
2. Permettre aux destinataires des mesures d'aide et d'action sociales de déterminer, dévaluer et de gérer les services qui leur sont proposés ;
3. Dans le rapport aux services publics, restaurer la parité dans la relation entre les agents et les usagers qui sont dans une situation de communication défavorisée en proposant à ces derniers de se faire accompagner par une personne de leur choix.

Engagements et procédures nouvelles proposés aux Institutions

1. Pour contribuer à l'élaboration et au pilotage des politiques publiques, organiser des réunions de travail thématiques et des co-formations entre des personnes issues de milieux défavorisés et des représentants des institutions afin de confronter leurs représentations et d'amener une connaissance réciproque et un partage des savoirs qui permettront d'imaginer des améliorations des services.
2. Donner des moyens aux organisations de chômeurs et aux associations de solidarité pour les aider à s'organiser et à prendre part dans de bonnes conditions au débat public, notamment en les faisant participer aux instances de délibération nationales (Conseil économique, social et environnemental), régionales (Conseils économiques et sociaux de région) et spécialisées (Pôle emploi).
3. Promouvoir, au sein des formations aux métiers du social et de l'animation, une compétence nouvelle susceptible de développer le croisement des savoirs, l'expression individuelle et collective des personnes en situation d'exclusion ainsi que les capacités d'écoute des professionnels et de leurs supérieurs (ces attitudes d'écoutes qui font si souvent défaut).
4. Dans la relation d'accueil (de Pôle Emploi, de tous les Services Sociaux et de toutes les Institutions), renforcer la reconnaissance, le respect et la compréhension des personnes et de leur situation, améliorer les compétences, privilégier la qualité des services rendus et le temps consacré à l'écoute par rapport au temps dédié aux statistiques et aux contrôles.
5. Dans toutes les politiques publiques destinées à lutter contre les exclusions, dédier une part des crédits à l'expression évaluative des destinataires de ces politiques. Cette évaluation ne doit pas se contenter d'être individuelle (par sondages) ; elle doit être organisée collectivement par des échanges ; elle doit prendre en compte la parole particulière des usagers organisés et elle doit être rendue publique.

Assez du catastrophisme des médias !

Jean-Claude Devèze

Jean-Claude Devèze, ingénieur agronome ayant exercé en Afrique, nous fait part de sa réaction adressée au courrier des lecteurs du Monde, suite à un article sur le rapport annuel de la FAO, consacré cette année en grande partie à l'élevage.

Désolé, mais je regrette que *Le Monde* tombe à nouveau dans le catastrophisme en ne présentant pas le problème de l'élevage dans sa complexité. Ce qui est dit dans l'article de la rubrique Planète du 19/02/10, intitulé [L'essor de l'élevage, une menace pour la planète](#), n'est pas faux, mais trop incomplet pour bien poser les voies à suivre (il ne suffit pas de préconiser une action « à tous les niveaux : du local, en passant par le régional et le national, jusqu'à l'international »). Il faut rappeler un certain nombre de faits à prendre en compte, en complément de la mise en exergue des problèmes de nos régimes alimentaires, de la santé publique et des gaz à effet de serre :

- il y a deux fois plus de pâtures que de terres cultivées sur notre planète (que fait-on des pâturages naturels et de sous-bois qu'on ne peut cultiver si on n'a pas d'animaux pour exploiter ces ressources ?) ;
- l'élevage mobile constitue le mode de gestion le plus durable des parcours (1/5 des terres mondiales, trop pauvres pour être cultivées, sont utilisées par les animaux de populations démunies) ;
- l'émission des gaz à effet de serre est beaucoup plus forte dans les élevages intensifs que dans les élevages pastoraux ;
- l'association agriculture-élevage permet d'utiliser la force des animaux pour la production végétale et pour le transport, de générer une fumure animale pour la fourniture de matière organique nécessaire à la fertilisation des sols, d'utiliser les sous-produits des récoltes, etc ;
- l'élevage peut être certes source de surexploitation des ressources naturelles, mais aussi de gestion équilibrée des écosystèmes (la fauche du foin évite les risques d'avalanche en montagne, les petits ruminants broutant des sous-bois pour évitent des feux, etc.) ;
- sur le plan économique, l'élevage est non seulement un investissement productif, mais aussi une source de trésorerie régulière (lait, oeufs, etc.) et une épargne sur pied mobilisable en cas de besoin.

Il serait bon d'aborder des dossiers difficiles comme celui-ci en rappelant qu'il s'agit de rechercher de nouveaux équilibres adaptés à la diversité des situations dans divers domaines (agrosylvopastoral, apports de lipides/protides/glucides, produits végétaux/produits animaux, produits de qualité/produits tout venant, agricultures familiales/agricultures de « firme », etc.).

Démocratie et spiritualité

La sobriété et la fraternité comme choix de civilisation

Jean-Baptiste de Foucauld

En marge des Ateliers nationaux du vivre ensemble, organisés à Besançon le 28 janvier 2010, Jean-Baptiste de Foucauld a échangé sur ses principales préoccupations pour l'avenir (article paru dans le Journal de l'action sociale n°145 – Mars 2010).

Le journal de l'action sociale (Jas) : Vous n'êtes plus président de Solidarités nouvelles face au chômage (www.snc.asso.fr), mais vous vous y impliquez toujours. Fin 2009, le chômage a atteint les 10% (chiffres Insee, mars 2010). Que cela vous inspire-t-il ?

Jean-Baptiste de Foucauld : Le chômage dérègle tout. C'est un dérèglement profond parce que ce qui aide l'homme moderne à s'accomplir, c'est le travail, c'est ce qui permet de construire de la sociabilité, du sens, parce que le revenu gagné n'est pas la même chose que le revenu donné à titre transitoire. C'est ce qui me fait dire que le chômage a véritablement cassé le vivre ensemble. Or la France n'a pas su résoudre le problème du chômage, en tout cas moins bien que les autres pays. Nous ne voulons pas du modèle libéral pur et dur avec sa violence, ses inégalités, mais son efficacité en termes d'emplois de faible qualité. Nous rêvons du modèle scandinave, où l'on concilie la quantité et la qualité de l'emploi, mais nous n'avons pas les valeurs collectives qui sont capables de le générer, ni l'organisation institutionnelle et les forces sociales pour le faire. En effet, le modèle suédois avec l'individualisme à la française et le niveau des impôts américains, ça ne marche pas. En France, la citoyenneté active vis-à-vis du chômage est trop faible dans l'ensemble. C'est pourquoi, avec Solidarités Nouvelles face au Chômage (SNC), nous avons voulu inventer une forme d'engagement concret qui construit du lien social et suscite une citoyenneté active. L'idée est de mobiliser les citoyens en les rassemblant dans des petits groupes de solidarité qui agissent directement en accompagnant, en binôme et tant que nécessaire, les demandeurs d'emploi*. Nous ne demandons pas d'aide à l'État, c'est une règle de base. Les membres développent donc un réseau de donateurs pour pouvoir financer des emplois dans des associations, afin de donner, si besoin, un tremplin vers l'emploi ordinaire aux personnes accompagnées. Vraiment, à côté des dispositifs d'insertion, il y a une place à prendre pour la solidarité citoyenne.

Le Jas : Quelle est votre analyse de la crise ?

J.-B. de F. : Comme en 1973-1974, au moment du choc pétrolier, on entre dans une nouvelle période. En 1973-74, la mondialisation est entrée dans nos vies quotidiennes. Aujourd'hui, nous allons devoir passer d'un monde qui avait oublié la notion de limites à un monde qui va être obligé d'en reprendre conscience : limites de l'individualisme, limites de l'avidité, limites écologiques... Les désirs ne peuvent plus être stimulés sans arrêt, de toute part, au-delà des moyens de les satisfaire, au risque de créer plus de désordre, d'injustice, d'exclusion. Cela va se manifester de manière simple et brutale par la question de la dette publique.

Il ne s'agit pas de réprimer le désir mais de le hiérarchiser, de distinguer l'essentiel du superflu, finalement de faire preuve de sobriété. Sobriété vis-à-vis de la planète, mais aussi sobriété pour plus de justice. En effet, toutes ces dernières décennies, on a voulu régler les problèmes de la justice par la croissance économique, en produisant plus. Mais, si nous sommes confrontés pendant plusieurs années à une croissance plus lente, la notion de partage, qui implique la sobriété, va reprendre de l'importance.

Notre chance, c'est d'être dans une société créative où il se passe beaucoup de choses, où il y a de l'émerveillement. Ce n'est pas ce dont on parle le plus. Pourtant, à côté du regard de l'épreuve toujours possible et menaçante, du défi lancé à l'être humain, il faut garder une capacité d'émerveillement qui est la récompense de l'épreuve surmontée, la grâce, ou le bonheur qui surviennent. La fraternité repose sur ce double regard de vigilance et d'espérance. C'est cette créativité là qu'il faudrait mettre en valeur.

Le Jas : Mais, comment promouvoir ce changement ?

J.-B. de F. : Si les gouvernements ont été assez actifs dans la crise, la société civile, elle, n'a pas dit grand-chose, elle attend. Nous est donc venue l'idée de réunir des associations qui, à partir de leur propre expérience, avaient produit des manifestes au cours de ces dernières années allant tous dans le sens de la fraternité, du développement humain, de la sobriété, de l'économie sociale... pour leur proposer de participer à l'élaboration d'une sorte de pacte civique, sur le modèle du pacte écologique de Nicolas Hulot. Ce pacte civique qui serait le lien entre des associations réunies autour de valeurs partagées, pourrait être un moteur dans la transformation de la société en proposant quelques principes acceptables par le plus grand nombre et un certain nombre d'engagements individuels concrets pour favoriser un meilleur vivre ensemble. Parce que, pour faire émerger une société plus sobre, plus juste et plus créative, nous avons besoin d'un sursaut démocratique, d'un progrès de la qualité démocratique.

Mais comment réussir ? Quels changements de nos régulations collectives ? Quels changements de fonctionnement de nos diverses organisations ? Quels engagements individuels ? Je pense par exemple qu'il faudrait instaurer un impôt progressif sur les sociétés qui augmenterait avec les taux de profit et les taux de rentabilité du capital. Ce ne serait pas une réforme qui aurait un rendement exceptionnel, mais qui serait fondamentale d'un point de vue symbolique. Il faudrait aussi développer les moyens de donner droit de cité à la parole des personnes non représentées dans la société pour qu'elles y participent vraiment (les chômeurs, les exclus, les jeunes non étudiants...). Je ne suis pas sûr que l'on arrive à s'accorder sur le noyau dur de ce pacte avec ses trois niveaux d'engagements. C'est pour cela que j'en parle avec modestie. Il faudra probablement imaginer des déclinaisons locales, parce que le local fonctionne plutôt mieux que le national, la politique politicienne y étant moins présente. L'idée serait en tout cas d'avoir un premier projet pour l'été, de le discuter, de le rendre public et signable par le plus grand nombre pour le premier trimestre 2011, afin d'alimenter le débat pour les présidentielles, car même si les changements de mentalité débordent largement cette échéance, il s'agira véritablement de faire un choix de civilisation.

Informations diverses

- Le dernier livre d'**Hans KÜNG**, *Une vérité contestée. Mémoires II 1968-1980*. (Éditions du Cerf 2010) nous permet de retrouver cet homme libre qui, dans son projet d'éthique planétaire, invitait en 1991 les religions à donner l'exemple d'une paix mondiale : « *Comme théologien œcuménique, bien qu'enraciné dans ma propre Eglise, je me sens responsable à l'égard de toutes les Eglises et toutes les religions – responsable d'unité des Eglises et de la paix entre les religions. (...) Le temps est mûr pour un appel pressant : aujourd'hui, une responsabilité toute particulière incombe aux religions du monde quant à la paix du globe. Et la crédibilité de toutes les religions, y compris les plus minoritaires, dépendra de ce qu'à l'avenir elles mettront l'accent plus sur ce qui les unit que sur ce qui les sépare. L'humanité pourra en effet de moins en moins accepter de laisser les religions attiser les guerres au lieu de bâtir la paix, sombrer dans le fanatisme au lieu d'œuvrer à la réconciliation, se prévaloir de leur supériorité au lieu d'ouvrir le dialogue* ».
- Aude Fonquernie, qui nous accueillait à Cluny pour nos université d'été, est maintenant impliquée dans le projet « Germe de Paix » qui se propose de favoriser l'apprentissage d'une cohabitation entre juifs, chrétiens et musulmans, israéliens et palestiniens, à travers des stages (à Abu Gosh) et un lieu d'étude et de recherches (à Jérusalem).
- Eric Lombard, membre du CA de D&S et engagé dans l'utilisation d'internet pour le débat public, vient de publier deux articles :
 - Une réflexion suscitée par le **débat sur les nanotechnologies** : *Le débat est-il plus «public» en salle que sur internet ?* <http://www.debatpublic.net/2010/03/01/le-debat-est-il-plus-public-en-salle-que-sur-internet/>
 - Une information sur la proposition de loi Leonetti adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale le 16 février 2010, institutionnalisant **les conférences de citoyens** : *Qui s'intéresse aux modalités du débat public ?* http://www.ouvertures.net/portail/l_id.asp?doc_id=334

Cotisations D&S 2010

Il a été décidé de conserver le montant 2009 de nos cotisations ; ceci doit faciliter le développement de l'association et la préparation du Pacte civique.

La cotisation est « **indicative** », chacun donnant « selon ses moyens » : l'adhésion donne droit au service de la lettre.

| | |
|--|---|
| Pour les adhérents parisiens : 100 € | A |
| Pour les adhérents de Province : 30 € | B |
| Pour les sympathisants abonnés à la lettre par mail : 30 € | C |
| Pour les sympathisants abonnés à la lettre par la poste : 50 € | D |

Vous pouvez régler vos cotisations par prélèvement Numéro national d'émetteur : 549013.

Si vous réglez par chèque, merci de l'adresser à Démocratie & Spiritualité, 21 rue des Malmaisons, 75013 Paris avec le papillon ci-dessous complété.

Nom :

- **Prénom :**
- **Montant :**
- **Adresse :**
- **Courriel :**

**Merci d'entourer la lettre correspondant au groupe dans lequel vous vous reconnaissez : A
B C D**

Le trésorier, *Bernard Templier*

Reçu fiscal

Bénéficiaire : « Démocratie & Spiritualité »
21 rue des Malmaisons 75013 PARIS
N° Siret 4121 19661 8000 027

L'Association reconnaît avoir reçu à titre de don la somme de :

En date du :
Mode de règlement :

Signature le Président, Jean Baptiste de Foucauld

Paris, le

Numéro d'ordre du reçu :

Donateur :

Nom et adresse :